



HAL
open science

La croissance économique au passé, au présent, à l'avenir

Alain Bienaymé

► **To cite this version:**

| Alain Bienaymé. La croissance économique au passé, au présent, à l'avenir. 2014. hal-00946602

HAL Id: hal-00946602

<https://hal.science/hal-00946602>

Submitted on 24 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU PASSÉ, AU PRÉSENT, À L'AVENIR

Alain BIENAYMÉ

Professeur émérite à l'université Paris Dauphine

alain.bienayme@dauphine.fr

Résumé

Après plusieurs siècles d'accélération, la répartition de la croissance économique mondiale a profondément changé. Elle ralentit dans les économies avancées et a atteint des taux record dans les économies émergentes. De plus elle est contestée dans son principe. Étant donné l'importance des enjeux de société, principalement la dégradation de la nature et le gaspillage humain entraîné par un chômage qui est loin de n'être que conjoncturel, la croissance a abordé une nouvelle étape. La science économique a besoin de s'alimenter auprès des autres sciences sociales, la philosophie et à ce que nous apprennent la géographie et les sciences de la nature. La croissance est un thème ouvert à la co-disciplinarité. L'histoire nous révèle l'importance du climat intellectuel, de l'esprit du temps sur les performances économiques. Pour traiter de l'avenir de la croissance, il est proposé deux scénarios politiquement acceptables, faisables et capables de concilier au moins deux des trois objectifs suivants : une meilleure protection de la nature, les aspirations à de meilleures conditions de vie et le réemploi du temps libéré par les technologies économes en travail et par la sobriété des consommateurs.

Mots-clés : Co - disciplinarité, développement soutenable, économies émergentes, emploi, environnement naturel, rationalité, risque, travail.

Summary

After a few centuries of speeding up, the distribution of GNP's growth rates has widely changed all round the world. Growth is slowing down in advanced countries and has accelerated in emerging countries. Moreover growth is questioned as a matter of principle. Considering the vast array of issues at stake, mainly the depletion of natural resources and the enduring waste of human resources caused by mass unemployment, growth has reached a new stage. Economics needs to be provided food for thought from social sciences as well as from geography, natural sciences and philosophy : growth is a field of research open to co – disciplinarity. History shows how important the intellectual climate, the *zeit geist* has been and still is for economic performances. As regards the future of growth, we explore two feasible scenarios able to conciliate at least two of the following goals : better protection and maintenance of natural resources, satisfaction of human aspirations to get better life conditions, alternative activities to paid jobs and idleness entailed by the labour saving technologies and significative efforts of households to temper their consumption.

Keywords : Co – disciplinarity, sustainable development, emergent economies, employment, labour, natural resources, rationality, risk.

« Depuis que l'histoire est devenue projet, que la modification du monde est incessante et consciente, la curiosité se sent lésée de ne pouvoir connaître où va accoster le grand paquebot où va dériver le bateau ivre ». (G. Delanoï)¹.

Dans la famille des sciences humaines et sociales, **le raisonnement économique** tire son originalité de l'instrument de mesure employé. Tout comme les années-lumière mesurent les distances astronomiques, les grandeurs économiques s'apprécient à la valeur que les marchés leur fixent en termes de prix et de quantités échangées. Cependant, la vie sociale ne se réduit pas à sa dimension économique, aux seuls rapports avec les biens, à l'appréciation que la collectivité en donne. Les coutumes ancestrales, le goût du pouvoir, le désir de « la bonne vie », les moyens de communication, les révoltes sociales interfèrent avec l'action économique « pure ». On peut avoir de bonnes raisons politiques, morales, sociales pour prendre des décisions de *second best* qui, du point de vue de l'économiste pur, sont sous - optimales en matière d'allocation des ressources rares. Ces « aberrations » ont certes un coût pour la collectivité. Mais elles justifient que l'on s'intéresse aux raisons qui détournent les décisions de ce que l'économiste considère comme un optimum et donc aux approches susceptibles de les éclairer.

La croissance économique qui figure au cœur des processus de développement et en est un puissant soutien, entre dans une nouvelle phase de son histoire multiséculaire. Une phase très problématique. Car on ne se débarrassera pas du thème du développement soutenable en se bornant à l'exploration mathématique des modèles de croissance de la production. À l'inverse, comment peut on imaginer que le monde poursuive son développement sans accroître ses capacités ? Les réponses à cette interrogation nécessitent le concours d'un grand nombre de disciplines, y compris celui des sciences de la nature : c'est **un thème « co – disciplinaire »**. Ce qualificatif recouvre la transversalité, l'interdisciplinarité, la trans - disciplinarité, voire « l'indiscipline » et tente de cerner les enjeux sociaux et sociétaux de l'économie contemporaine.

Certes, les économistes ne ressentent pas tous l'intérêt de collaborer avec d'autres disciplines. Les agences spécialisées fondent la plupart de leurs études sur **le paradigme familial aux économistes** : rationalité individuelle, coût d'opportunité² rapport coût/efficacité, calcul économique optimal, concurrence parfaite et, au niveau macroéconomique, modèles de croissance et projections économétriques. L'éclairage porté sur la conjoncture immédiate aide les décideurs, sans pour autant dicter leurs décisions. Il donne une mesure des gains et/ou des pertes résultant de choix trop éloignés des prescriptions de l'économiste³.

Les disciplines voisines ne sont pas totalement oubliées dans la formulation des recommandations. La théorie de la décision accorde une importance centrale aux asymétries d'information omniprésentes sur les marchés et dans les organisations. L'*homo economicus* s'est en partie effacé devant « **l'homme quelconque** » (Bienaymé, 2006). L'irrationalité supposée des décisions n'interdit pas de chercher à les rendre intelligibles comme s'y efforcent les économistes férus de psychologie (Simon, Thaler, Kahnemann, Akerlof & Shiller, Rullière..). De même l'analyse macroéconomique s'est largement affranchie de la « *mécanique des quantités*

¹ « Vivre trois cents ans » : *Commentaire*, n° 140 Hiver 2012 – 2013.

² Avec un budget limité, si je choisis A, je renonce à B, ce qui est en soi un coût d'opportunité sacrifiée.

³ cf par exemple les enjeux chiffrés d'un accord de libéralisation des échanges dans le cadre de l'OMC)

*globales*⁴ » dénoncée naguère par François Perroux. Ainsi, qu'il s'agisse de traiter des problèmes d'ajustement économique structurel des PED (Lafay) ou de l'art de réformer les institutions d'un pays (Bienaymé, 2012), l'économiste ne peut ignorer la **dimension politique** de son sujet.

Notre propos concerne à travers la croissance une dynamique dont les enjeux sociétaux et politiques dépassent de beaucoup le PIB et le PIB par habitant qui en sont l'objet mesurable.

Le monde change d'époque. Il s'éloigne à grand pas de la période multi - séculaire qui a vu, de l'an 1000 à 1945, l'Occident et la production mondiale décoller lentement, les esprits s'émanciper, puis la croissance s'accélérer sous l'empire de deux révolutions industrielles. Il prend aussi ses distances plus spectaculairement avec un monde présent dont l'obsession pour la croissance, quelles qu'en soient les justifications, pose la question de sa poursuite. L'histoire, la philosophie, le droit, la sociologie, la géopolitique mais aussi la géographie, les sciences de la nature doivent se mobiliser pour compléter ce que disent les statistiques de comptes nationaux reconstituées par Angus Maddison. **La croissance au passé** signifiait, pour les anciennes générations du monde occidental, sortir de la pénurie générale, satisfaire les besoins de base. C'était vivre plus longtemps grâce aux progrès qui marquèrent l'urbanisme, l'hygiène, la médecine et les transports⁵. **La croissance au présent** s'appuie moins exclusivement sur les ressorts de l'économie de marché. Elle est devenue l'obsession des gouvernements et de l'opinion publique. L'emploi des travailleurs longtemps considéré uniquement comme nécessaire à la production est aujourd'hui d'abord perçu comme une conséquence de sa croissance. En s'étendant aux économies émergentes, la croissance se déroule sur une scène mondiale encombrée où les nations jouent des coudes pour se faire une place (Moreau Desfarges). **La croissance du PIB a - t'elle pour autant un avenir ?** Considérée dans ses multiples dimensions (financière, industrielle, écologique et de gouvernance), la crise déclenchée en 2007 engage la planète sur une nouvelle trajectoire, celle que la rareté des ressources naturelles, longtemps négligée pourrait lui imposer.

La croissance au passé

1. Pour l'historien économiste, la croissance du produit mondial par habitant et l'allongement de la vie humaine se mesurent en millénaires et en siècles. Vue sous cet angle, il est communément admis que la croissance du produit mondial n'a significativement débuté qu'à l'orée du XIX^e siècle.

	AN 1	1000	1400	1800	2000
A : PMB*	18,5	35,31	44,92	175,24	41 017
B : Popul.**	0,170/400	0,254/0,345	0,375	0,8/1,25	6,01
A/B	108/46	139/102	120	220/140	6740

* **Produit mondial brut estimé en millions de dollars valeur 2000**

⁴ Elle consiste à raisonner sur de grands agrégats statistiques tels que l'investissement national, l'épargne des ménages et des entreprises comme s'il s'agissait de grandeurs homogènes douées d'une vie propre.

⁵ L'espérance de vie des Français qui était de 25 ans en 1740, a atteint 33 ans en 1800, 48 ans en 1900, 80 ans aujourd'hui.

**** Population mondiale estimée en millions d'habitants**

Auparavant et aussi loin que Maddison ait fait remonter ses recherches, de l'an 1 à l'an 1000, la production aurait augmenté au même rythme que la population mondiale. On estime que le produit par tête n'a crû par la suite de l'an **1000 à 1800** que d'à peine 0,1% en moyenne par an. Certes les marges d'erreur concernant le décomptage de la population et l'estimation de la valeur monétaire de la production interdisent de donner totalement foi à ces chiffres. Mais les historiens s'accordent à considérer que la période qui s'étend de **l'an 1000 à 1350** a été en Europe occidentale, dès avant Gutenberg, le foyer d'une **accumulation lente d'innovations éparses** et transformé cette partie du monde en une région relativement riche à l'aube de la première révolution industrielle (Landes, p.26, Rifkin, p.300 et s.). Parallèlement à l'extension des surfaces cultivables par le défrichement et la déforestation, les pratiques culturales ont bénéficié de l'assolement triennal, du collier et des ferrages d'attelage pour les animaux de trait, des charrues à versoir. La subordination des artisans du monde rural aux marchands, la construction des ponts ont amorcé l'expansion des échanges (Bairoch, p.38 et s.). La multiplication des moulins à eau a favorisé l'essor du textile et du papier. Ajoutons à ces innovations, celles qui préfigurent les progrès dans les méthodes de gestion : prêts à la grande aventure, lettres de change facilitant les paiements à distance, comptabilité en partie double, codes commerciaux. Cette époque a vu les monastères et la publication de manuels participer à la diffusion des bonnes pratiques, cependant que les villes se sont développées et que l'hygiène s'est améliorée avec la multiplication des bains publics. La productivité du travail et les salaires réels des ouvriers du secteur de la construction ont augmenté sensiblement jusqu'en 1450, avant de retomber en 1530 au niveau antérieur à 1330 (Phelps Brown & Hopkins, Bairoch, p.56).

Plusieurs leçons se dégagent de la contribution des historiens à la croissance au Moyen Age. Les progrès de l'époque doivent beaucoup à l'élan provenant des initiatives privées, éparpillées dans des lieux enclavés. Ces progrès sans doute précaires n'ont pas évité un déclin ultérieur provoqué par la dégradation des climats, les épisodes de famine, la peste noire, la guerre de Cent Ans « *le repli de l'Église sur la dévotion* » (D. Le Bris). En fait l'histoire nous enseigne que la croissance est une aventure fragile, réversible. Enfin l'histoire montre éloquemment ce que la croissance doit à la révolution des techniques relativement à l'augmentation de la main d'œuvre et du capital que les économistes vont longtemps privilégier.

Le premier bond se produisit en Angleterre et en France entre **1820 et 1870** avec une augmentation annuelle du produit par tête de + 0,5%. Un nouvel élan lui succéda entre **1870 et 1913** (+ 1,3%) grâce à l'industrialisation d'un nombre croissant de pays. La période **1913-1950** marquée par deux guerres mondiales et la grande dépression ralentit l'allure sans pour autant l'inverser (+ 0,9%). Ces faits donnent de la croissance une vision différente de la vision linéaire qui se dégage des taux de croissance moyens et suggèrent que la dynamique qui la sous-tend est en effet réversible. Une autre surprise attend l'observateur soucieux de cerner les causes de la croissance du monde occidental après 1820.

2. En effet, autant la **philosophie sociale** paraît avoir préparé le terrain pour que les économies émergent en Occident, autant **le discours tenu par la plupart des économistes** fut soit sceptique, soit indifférent à l'égard du phénomène qui se déroulait sous leurs yeux.

Ainsi, entre 1633, date de la condamnation de **Galilée** par l'Église et la deuxième révolution industrielle des années 1870 -1913, plusieurs thèmes provocateurs furent lancés. La Renaissance entendit avec **Francis Bacon** affranchir la connaissance expérimentale et scientifique de la connaissance révélée. Un nouveau type de

connaissance qui formera la matrice des techniques du futur. Puis **Descartes** souligne le rôle de l'individu et de la raison quand il affirme : « *je doute, donc je pense, donc je suis* ». Avec Descartes non seulement la société se focalise sur l'individu, mais la mathématique, la science (et la technologie) se voient assigner le rôle de rendre l'homme "*maître et possesseur du monde*"⁶. Pour sa part, **John Locke** considère l'individu comme sujet de droit : à ses yeux, le droit de propriété privée garantit sa liberté en lui donnant les moyens d'échanger des biens par des contrats librement consentis avec ses semblables ; le droit de propriété privée protège en outre l'individu contre les abus de pouvoir d'autrui. Le même Locke prône dans « *Lettre sur la tolérance* » (1689) la « *séparation entre les affaires de la cité et celles de la religion* » (cité par Tavoillot). Ces idées libèrent et légitiment les initiatives individuelles en faveur du développement dans un monde pacifique ; en tant qu'agents économiques, les individus voient s'ouvrir la perspective de s'enrichir autrement que par le pillage, le brigandage et les guerres de conquête territoriale (Olson). Le **Siècle des Lumières** poursuivra l'œuvre d'émancipation des esprits en substituant à la Providence divine le mythe du Progrès.

Dans le *Contrat Social*, **Rousseau** considère les individus citoyens et confronte les intérêts privés qui sous-tendent leurs volontés particulières à la volonté générale qui est censée promouvoir l'intérêt commun après délibération collective. Il attend de la volonté générale exprimée par le législateur qu'elle concilie l'indépendance de l'individu, être de raison, avec son appartenance au peuple ; un peuple devenu souverain qui supprime les rois élus de droit divin. En égratignant la légitimité que la propriété privée a travers sa dénonciation du droit du premier occupant, Rousseau ouvre les débats futurs sur les meilleurs systèmes économiques concevables et leurs modèles développement respectifs.

Au tournant des 18^e- 19^e siècles dans le sillage de la Révolution française, les communautés politiques affranchies de la religion, s'imaginent un avenir collectif meilleur ; **les nations prennent en main leur destin**. La croissance économique va sortir les sociétés de l'ordre éternel des champs et laisse entrevoir des lendemains meilleurs (Gauchet). Cette idéologie a contribué au « *désenchantement du monde* » (Weber). Elle préfigure la formation en Occident de sociétés laïques, autonomes. Elle annonce la naissance d'une première forme de démocratie libérale caractérisée par un État modeste, cantonné dans ses fonctions régaliennes. Le dit des philosophes a ouvert le champ libre aux initiatives qui ont engendré les innovations au cours des siècles suivants.

3. En revanche qu'ont dit les économistes ? Chez Smith, comme chez Turgot, la propension naturelle des hommes à l'échange forme un lien social que le gouvernement ne doit pas contrarier par des interventions artificielles et intempestives. *La Richesse des Nations* (1776) met en lumière les gains de productivité que l'on peut alors attendre de la division du travail opérée dans les entreprises. L'expansion des marchés doit toutefois pouvoir valoriser le potentiel de production grâce à la liberté des échanges. Malgré ce message prémonitoire, **Smith demeure une exception**. La plupart de ses successeurs jusqu'à Keynes inclus ont plutôt manifesté soit leur scepticisme, soit leur indifférence.

Pour les sceptiques, l'économie se dirigeait vers un **état stationnaire**, un état défini par une croissance nulle de la production et de la population. Ainsi la loi des rendements décroissants appliquée à la fertilité des terres par **Ricardo** (1817) débouche sur un régime stationnaire, la population, comme chez Malthus, servant de variable d'ajustement à travers l'évolution des taux de natalité et de mortalité (variante pessimiste). Trente ans plus tard, la première révolution industrielle devait déboucher selon **Stuart Mill** (1848) sur un état stationnaire

⁶ Notons toutefois que Spinoza oppose au *cogito* cartésien qui exalte le pouvoir de l'homme sur la nature, le *conatus* qui insiste sur l'harmonie nécessaire entre l'homme et la nature (cf. Perthuis & Jouvét, p. 84).

caractérisé par une population stable, une production par habitant constante, ce qui ouvrait à ses yeux la **perspective d'une société heureuse qui, une fois satisfaite dans ses besoins matériels, pourrait consacrer ses loisirs à l'éducation, aux arts, à la culture et aux sports.**

Un autre argument hérité de Sismondi, puis de Marx, a resurgi lors de la crise des années 1930 : devant une abondance mal répartie, **l'école stagnationniste** a fait revivre la version pessimiste de l'état stationnaire en dénonçant la sous-consommation des classes populaires. Bien qu'il ait consacré la partie la plus commentée de son œuvre au rôle des innovations technologiques, **Schumpeter** la rubrique « croissance » reste absente de l'index matières de son *History of Economic Analysis* (1950-54) alors qu'il renvoie son lecteur vingt sept fois aux concepts de stagnation et d'état stationnaire qui sont selon lui aussi vieux que la pensée économique. Dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie* (1942), le même auteur prédit que l'action de l'État et une fiscalité décourageante épuiseront les ressorts du capitalisme.

L'autre école de pensée, néo-classique (1870---), demeura largement, à l'exception d'Alfred Marshall, étrangère au débat sur la croissance, alors que la deuxième révolution industrielle se déroulait sous ses yeux, celle de l'acier, des chemins de fer, de l'électricité, de la voirie urbaine, du pétrole, de la chimie, du moteur à explosion, des télétransmissions Son **indifférence** à l'égard de l'actualité s'explique. Walras et son école traitent des échanges sur des marchés de fiction pour expliquer comment les prix d'équilibre des biens se fixeraient en l'absence de toute forme de pouvoir; leur analyse néglige les entreprises, les processus de production. Elle fait abstraction du temps, de la durée.

Pour que la croissance devienne un sujet d'étude, il fallait **changer d'échelle d'observation et de mode de raisonnement.** Il fallait identifier avant tout l'objet même de la croissance; il fallait **définir le concept de produit national**, le mesurer comme la somme des valeurs ajoutées à chaque stade d'élaboration des biens, puis l'insérer dans le cadre cohérent de la comptabilité nationale. Ce qui advint dans les années 1930. Cette révolution de la pensée⁷ débute chez Wicksell (1898-1902) ; Keynes (1936) l'énonça clairement sans toutefois se préoccuper de la croissance du produit national qui relevait du long terme « *où nous serons tous morts* ».

La croissance au présent

Nous voici parvenus en **1946.** Depuis lors la croissance envahit l'analyse macroéconomique et devient l'objectif prioritaire des gouvernements, le paramètre clé des performances d'un pays, un leitmotiv des médias. Désormais l'appareil statistique en plein essor informe les modèles économétriques sur lesquels d'innombrables organismes d'études fondent leurs diagnostics et leurs projections à court, moyen et long terme. En fait d'approches transversales, la théorie économique se détourne largement de l'histoire longue ; les horizons de décision se raccourcissent pour s'aligner sur la conjoncture, les jeux du marché et les stratégies électorales. La science économique privilégie la logique mathématique, les grandeurs mesurables, avant de s'intéresser, concurrence internationale oblige, au droit de la concurrence et plus généralement à la qualité comparée des institutions nationales.

Deux auteurs sont à l'origine de **l'engouement pour la croissance, Domar (1946) et Harrod (1948)** qui ont d'emblée posé les questions suivantes : à quelles conditions peut - on obtenir une croissance sans

⁷ En germe chez William Petty (1680, cf. Schumpeter, H.E.A. p .211 et s.) et François Quesnay (1758).

inflation ? Pourquoi le taux de croissance varie – t'il d'une année sur l'autre ? Pourquoi ne permet-elle pas d'atteindre spontanément le plein emploi du travail? Dorénavant, l'analyse conjoncturelle utile aux décideurs privés et publics se focalise sur l'observation des rythmes de croissance. Le PIB annuel et trimestriel ressemble à un véhicule que poussent cahin - caha les facteurs de production c'est-à-dire le nombre des heures de travail effectivement occupées et l'investissement en capital, et que tire la demande des ménages, des entreprises, des administrations et de l'étranger.

Du côté de l'offre les économistes *mainstream* se lancent à la recherche des secrets d'une croissance durable : le modèle Harrod - Domar souligne le rôle du taux d'épargne et du coefficient de capital pour conclure que le taux de croissance sans inflation est fonction croissante du taux d'épargne national et décroissante du coefficient de capital (matériel)⁸. Par la suite **Solow** démontre que le progrès technique contourne la loi des rendements décroissants du travail et du capital ; avec les modèles de croissance endogène, la croissance s'auto - entretient à mesure que les pays réinvestissent dans l'éducation et la R&D les surplus de productivité générés par les innovations de procédés et de produits.

Du côté de la demande, les entreprises sont dans l'incertitude sur le point de savoir si les clients ratifieront demain les choix qu'ils font aujourd'hui. Dans l'idéal, avec une conjoncture tranquille, l'offre devrait créer sa propre demande conformément à la **vieille loi des débouchés de Say** : l'offre et la demande s'équilibrent. Mais tel n'est pas le cas en réalité : **La croissance est irrégulière** parce que les décisions d'investissement qui la commandent dépendent des anticipations toujours révisables des décideurs et de multiples aléas. On ne peut compter sur les variations du niveau général des prix pour garantir l'égalité entre les quantités globales offertes et demandées de biens et services. Contrairement aux variations du prix d'un bien sur un marché, ni l'inflation, ni la déflation affectant le niveau général des prix ne résorbent spontanément la pénurie de biens et le chômage. L'action de l'État est requise pour tenter d'y remédier par le crédit, le budget et la réglementation. L'optimisme et la confiance des investisseurs si difficiles à cerner s'invitent dans l'analyse.

Bien que l'économie de marché ait démontré tout ce que le niveau de vie de leurs populations devait à la liberté d'entreprendre et de commercer, les États occidentaux ont pris du poids ; les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques ont progressé trois fois plus vite que les PIB, voire plus selon les pays concernés, par rapport aux années d'avant - guerre. Paradoxalement, la libéralisation des marchés financiers et l'ouverture à la concurrence internationale n'ont pas sonné le retrait des États ni réfréné leurs interventions. L'économie mixte mondiale est bien plus complexe que l'économie de marché au sens strict.

Dans les faits, la croissance du produit par tête mondial a privilégié l'Occident de **1945 à 1974**⁹. Après un freinage imposé par les chocs pétroliers et la dislocation de l'empire soviétique¹⁰, la croissance du produit mondial a atteint de **1994 à 2008** des taux inédits en termes absolus (de 3% à 4% bon an mal an) et en termes de produit par tête. L'émergence économique des pays les plus peuplés, l'émancipation de l'Europe orientale et une moindre croissance de la population mondiale en sont les causes (Maddison). Depuis **2008** la conjoncture es pays riches n'a que modérément affecté les économies émergentes jusqu'à présent.

⁸ Ou, ce qui revient au même, fonction croissante de la productivité du capital.

⁹ + 2,9% à partir de 1950.

¹⁰ + 1,4% sur la période 1973-1998.

Pendant les « trente glorieuses », la croissance apportait **la solution** en soutenant des niveaux d'emploi élevé, en permettant aux plus pauvres d'accéder au confort des classes sociales plus aisées et en facilitant les progrès de la sécurité sociale. Cette période semble avoir pris fin. La croissance économique est devenue **un problème**. L'ouverture des nations aux échanges internationaux a certes accéléré la croissance du PMB, favorisé le décollage d'une proportion croissante de la population mondiale ; mais les inégalités de revenus se sont simultanément creusées au point de nourrir les frustrations des populations qui s'estiment les victimes d'une **abondance injustement répartie**.

De plus, **pour s'approcher du plein emploi et s'y maintenir**, la production doit croître plus vite que la productivité du travail stimulée par les progrès techniques. Dans le cas de la France, le taux de croissance de la productivité du travail a été en 2013 de 0,9%. Ce taux définit le plancher au-dessus duquel le nombre des emplois commence à augmenter. On estime que la croissance doit dépasser 1,6% pour résorber les sureffectifs de 250 000 personnes en 3 ans (OFCE). Et il faudrait une croissance de 4% pour que l'économie utilise tout son potentiel de cerveaux et de main d'œuvre. Avec un PIB quasiment stagnant, la France détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée, ce d'autant que les taux de salaires sont particulièrement rigides, ce qui fait de l'emploi peu qualifié la variable d'ajustement aux oscillations de la conjoncture.

Il s'ensuit qu'après avoir été considérée comme un bienfait, la croissance est devenue **l'obsession des gouvernements**, une obsession qui n'est pas étrangère à l'accumulation démesurée des dettes publiques et privées observée au cours des années récentes. **Un subtil changement dans les rapports des forces intellectuelles** s'est opéré sous l'influence des marxistes et des keynésiens préoccupés par la distribution des fruits de la croissance. L'emploi des travailleurs jadis considéré comme le moteur essentiel de la croissance, se voit aujourd'hui considéré comme l'une de ses principales conséquences. L'obsession des gouvernements pour l'emploi leur inspire des politiques variées : politique monétaire accommodante aux EU, spécialités industrielles porteuses en Allemagne, financières en Angleterre, addiction à la dépense publique en France. Des politiques aux résultats inégaux puisque l'obsession de la France pour l'emploi contredit sa préférence de fait pour le chômage. Le vocabulaire médiatique reflète ce renversement dans la relation de cause à effet : on parle moins de la demande de travail émanant des entreprises que des demandes d'emplois émises par les candidats à des postes rémunérés. Les offres d'emplois non satisfaites attirent moins l'attention que les demandes d'emplois non satisfaites, voire les demandes inexprimées et vécues par les personnes découragées d'en trouver un. Et l'on parle bien plus du taux de chômage dont la responsabilité retombe sur les pouvoirs publics que du taux d'emploi de la population active qui dépend fondamentalement du comportement des individus et des projets des entreprises.

Paradoxalement, en ces temps où les économistes entendent affirmer le contenu scientifique et la spécificité de leur discipline autrefois dénommée économie politique, la croissance est devenue **un objet majeur de la délibération et de l'action politiques**. Nous y voyons deux raisons. D'une part, sans cesser de s'intéresser aux échanges interindividuels et au fonctionnement des marchés, l'économie contemporaine se préoccupe de la production, de son organisation, des projets qu'elle met en œuvre et de leurs retombées sur la collectivité. D'autre part, la croissance résume en un taux unique un grand nombre de variations élémentaires. N'étant jamais homothétique, les disparités qui l'accompagnent créent un terrain favorable aux appels à la solidarité et à l'intervention des pouvoirs publics : tel est le cas des professions menacées et des régions en déclin (Bienaymé, 1977). **Soit autant de sujets d'intérêt pour la science politique**. Cette discipline devrait y

être incitée devant les défis que, par exemple, « la préférence de la France pour le chômage » ou les rapports de force entre syndicats de salariés et d'employeurs, ou encore la dimension politique de la mondialisation économique, posent à tout gouvernement préoccupé de justice sociale. De leur côté les économistes gagneraient en crédibilité en modérant leur confiance dans la logique propre à leur mode de raisonnement et dans la pertinence des modèles mathématiques et s'ils accordaient plus d'attention au contexte politique associé à leurs recommandations.

La croissance à venir

1. Notre monde change d'époque: le doute gagne l'opinion publique sur l'avenir de la croissance.

L'inquiétude porte sur la capacité des États à garantir le plein emploi des travailleurs et à faire progresser en mieux les conditions de vie par des moyens compatibles avec la préservation des ressources naturelles. D'un côté, **la croissance ouvre les portes de l'avenir** à un nombre grandissant de consommateurs potentiels. **Mais d'un autre côté**, la croissance se trouve tout à la fois contestée dans son principe et menacée dans les faits.

Elle porte en elle un élément de **démensure** lié à la dynamique des intérêts composés : si le PIB de 100 croît de 3,5% l'an, il atteindra 141 en dix ans et doublera en 20 ans. Allons plus loin avec J.-P. Dupuy (*Le Monde*, 10/09/2013) : « *Toute croissance est croissance de quelque chose* ». Le PIB accroît par lui-même les richesses du pays. Sa croissance en accélère le débit semblable à celui d'un fleuve qui déborderait toujours plus loin de son lit. De son côté, la population mondiale ne croît pas comme un enfant au destin fatalement limité ; elle continuera de croître de générations en générations, d'évoluer sans terme prévisible avec des aspirations indéfiniment renouvelées¹¹. Elle a commencé à vieillir sans pour autant disparaître.

De quelque côté que l'attention se porte, la poursuite d'une croissance sans fin dans un monde fini laisse entrevoir une impasse. L'inquiétude naît alors de la contradiction entre des aspirations illimitées et les contraintes de la nature. Celles-ci se distinguent des contraintes budgétaires pesant sur les individus et les nations ; elles prennent leur source dans les services que peut rendre ce bien commun mondial qu'est la nature. L'océan Pacifique ne protège pas plus les Etats-Unis de la pollution de l'air chinois que les frontières n'ont protégé l'Europe du nuage de Tchernobyl. Et aucun pays ne peut espérer tirer avantage d'une politique unilatérale de protection de son environnement naturel. Dans quel sens doit-on donc orienter notre paquebot ?

2. Devant ce qui ressemble à une aporie, le climat intellectuel entourant la croissance a considérablement changé. Le fait d'envisager la **croissance au futur dépossède la science économique du monopole auquel elle prétendait**. Ce sujet concerne outre les sciences sociales, les géographes, les climatologues et les spécialistes des sciences de la nature et de la santé.

Ainsi, plusieurs concepts familiers aux économistes ont pris de l'importance dans les autres disciplines. Au nombre des concepts partagés on citera la rationalité, le risque, le travail et la « bonne vie »...

La rationalité présente plusieurs faces. On peut considérer comme rationnelle la personne qui relativise ses seuls intérêts privés, s'élève à une vue plus complète de l'intérêt général de la collectivité et s'efforce de voir plus loin que les conséquences immédiates de ses décisions (Sen). L'altruisme intergénérationnel inspire à cet égard la réflexion sur les besoins de nos descendants et les capacités qui leur auront été transmises pour les satisfaire ; le recours des économistes au taux d'actualisation des valeurs futures étant inopérant, les arbitrages et la répartition des sacrifices à consentir relèvent de la prospective et de la

¹¹ La population mondiale n'atteindrait un pic qu'à partir de 2050 d'après les projections démographiques actuelles.

politique. On sait aussi, concernant cette fois les pays moins avancés, que la rationalité des plus démunis aux prises avec les rigueurs de la vie quotidienne n'est pas celle de l'homme ordinaire vivant dans un minimum de confort. Les considérations éthiques et géopolitiques interfèrent avec la science et le calcul économique. Un comportement peut être intelligible sans pour autant être strictement rationnel au sens des économistes comme le montre le débat sur la taxe carbone. La diversité des qualificatifs accolés au concept de rationalité (instrumentale/axiologique, limitée/procédurale¹²...) fait parfois douter les acteurs du bien-fondé des décisions qui les contraignent.

La société du risque supprime dans l'esprit d'Ulrich Beck la société industrielle et ses certitudes originelles. La foi dans un progrès sans fin de la science s'évanouit en partie à cause des dérives technologiques, mais aussi à cause des particularités de la démarche scientifique. Selon Ulrich Beck « *la science devient de plus en plus nécessaire mais de moins en moins suffisante à l'élaboration socialement établie de la vérité* » (p.343 et s.). Aux vérités assénées une fois pour toutes succède dans l'esprit du public contemporain une accumulation de vérités en sursis (Beck), réfutables, « *partielles et provisoires* » (Schnapper). Pourquoi ? Parce que la méticulosité des sciences contemporaines, le « *faillibilisme triomphant* »¹³ des méthodes de recherche entretiennent systématiquement l'incertitude. La société du risque doit faire **son apprentissage** dans la conception et l'usage des éoliennes, des voitures électriques et sans chauffeur, la télémédecine, etc.... Les controverses entre chercheurs déconcertent le public au sujet de l'ampleur du réchauffement climatique, de ses causes et des multiples conséquences de l'augmentation (semble-t-il avérée) du taux de concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Le concept de risque inséparable des actions humaines **intéresse le politologue** à bien des égards. Ainsi, dans la course au coude à coude que les économies émergentes se livrent, la notion de risque – pays utile aux décideurs s'impose aux chercheurs curieux des retombées imprévues d'Internet. En résumé, la croissance à venir dépendra des sacrifices que les populations consentiront pour sauvegarder leur espace vital.

Le flou qui entoure ce qui est rationnel, l'omniprésence du concept de risque et des concepts associés (incertitude, aléa moral, menaces, peur, principe de précaution) disent la difficulté d'appréhender dans toute sa complexité le destin du monde contemporain. On ne s'étonnera pas que de nombreuses disciplines s'invitent dans les débats sur la croissance à venir. Les contributions de la géographie, des sciences de la nature et des technologies – ces sciences de l'art de faire – sont indispensables pour réintégrer la Terre, ce facteur que les économistes ont oublié depuis Quesnay et Ricardo, dans la réflexion sur la croissance à venir.

3. En effet, à l'époque des grandes concentrations manufacturières, **le modèle d'économie pure de marché de Walras exclut la Nature des fonctions d'offre des biens**. En concurrence pure et parfaite le prix des biens s'égalise avec la somme des coûts du capital et du travail par unité offerte. Dans les faits, le prix de marché d'une matière première épuisable inclut une rente qui s'ajoute à ses coûts d'extraction (Hotelling). Le montant de la **rente minière** varie avec les coûts d'extraction et selon les lieux d'extraction. Il s'annule partout où le coût d'extraction est égal au prix du produit. La décision d'extraire une ressource épuisable et à en retirer un profit dès aujourd'hui « *entraîne une perte de revenu futur.... Si la firme décide de ne pas extraire, c'est que la valeur de la ressource en terre, ou valeur « in situ », est pour elle plus importante que la valeur d'extraction. Cette « valeur de non – extraction » représente le coût d'opportunité d'épuisement de la ressource* (Perthuis &

¹² Cf. respectivement Freund, Boudon, Simon.

¹³ Référence aux travaux de K. Mannheim, Feyerabend, K. R. Popper, T. Kuhn, I. Lakatos sur la dynamique de la science.

Jouvet, p. 35). Au fil du temps les coûts d'extraction diminuent avec les progrès techniques et augmentent à mesure que la ressource s'épuise sous la pression de la demande.

En définissant le PIB comme la somme des valeurs ajoutées par le travail et le capital à des ressources sans valeur identifiée, les rentes minières se fondent inaperçues dans les revenus distribués aux deux seuls facteurs de production retenus. En ne rémunérant pas la nature pour ses services, le monde se prive des signaux qui permettraient de mesurer l'ampleur des dommages résultant indirectement des progrès techniques focalisés sur la baisse des coûts d'extraction. En méconnaissant le fait que la **nature est un bien commun planétaire non reproductible**, l'humanité court le risque d'être confrontée à des dommages irréversibles.

Les sociétés contemporaines prennent progressivement conscience des risques que ces anomalies font courir à la planète. Dans un premier temps, le Club de Rome (1972) sonna l'alerte sur les risques d'épuisement des volumes de ressources naturelles nécessaires à la croissance de la production mondiale. La nature se présente sous la forme d'une addition de stocks de ressources physiques non ou difficilement renouvelables. L'attention s'est alors portée sur l'évaluation **du coût des prélèvements opérés par la production** et dont les statistiques de PIB ne rendent pas compte (B. de Jouvenel, N. Georgescu Roegen, Lester Brown...). Les concepts de bio-économie ou d'éco-économie inspirent l'estimation du coût environnemental de la production (Nordhaus & Tobin, Cired en France). W. Rees et M. Wackernagel construisent l'outil « empreinte écologique ». La comptabilité nationale est invitée à dresser l'inventaire des actifs composant un capital dont le monde consomme plus que les intérêts (Brown ; Sen, Stiglitz & Fitoussi ; Blanchet ; Perthuis & Jouvet)). Mais cela ne suffit pas. En effet, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les coûts en ressources naturelles de nos activités, par exemple les transports, peut avoir pour conséquence d'en stimuler la croissance (effet rebond pervers) .

C'est pourquoi dans un deuxième temps, une **nouvelle conception du capital naturel** se fait jour. Elle part d'un constat : les moyens techniques employés pour repousser sans cesse les limites physiques imposées par la rareté des ressources épuisables (gisements du sous-sol toujours plus coûteux à exploiter, terres arables conquises par déforestation, chaluts de pêche démesurés...) affectent les grandes « **fonctions de régulation planétaire** ». Ils polluent l'air, altèrent le cycle de l'eau douce et les océans et détruisent la bio-diversité. La course aux matières premières fragilise la planète. En remontant des ressources physiques aux grands équilibres planétaires, on entrevoit la dangerosité des modes de croissance contemporains. Au delà de certains seuils de concentration des gaz à effet de serre, de réchauffement climatique, d'acidification des océans, de disparition accélérée d'espèces, l'humanité ne sait plus comment remédier aux désordres irréversibles qui pourraient en résulter (Perthuis & Jouvet). Ne serait-ce que pour le dérèglement climatique, nous sommes dans les sables mouvants des connaissances. D'après les données récentes fournies par le GIEC, il paraît difficile de stabiliser le climat avec une augmentation de 2° C de la température moyenne du globe. Car ceci impose une réduction drastique du tonnage des équivalents CO₂ de gaz à effet de serre. Encore doit-on progresser dans la valorisation des fonctions de régulation des climats et des services rendus par les éco-systèmes, par exemple dans le domaine de la santé.

4. Faut-il pour autant préconiser la non - croissance, voire la décroissance ? Il est apparemment vertueux de dénoncer l'addiction à la croissance (Latouche). Cette opposition frontale au productivisme part des excès bien connus du consumérisme des pays riches pour remonter vers une accusation plus fondamentale : celle qui vise une société où la production serait l'unique source du lien social et serait avec le travail à la source de la

cohésion sociale (Méda, chap.4). La Nature quasi – divinisée remplace le capital dans la nouvelle fonction de production proposée. Une fonction qui occulte les progrès techniques incorporés dans l'équipement des producteurs. Une fonction qui fait de l'être humain le « *jardinier de la Terre* » (Méda, chap.19).

À ces incantations qui renouent avec les « objecteurs de croissance » des années 1970, il est possible d'opposer plusieurs arguments. Parler de croissance - zéro est du **point de vue démographique** un non sens : la transition amorcée dans les PED, notamment en Afrique, ne stabilisera la population mondiale qu'aux alentours de 2050, à un niveau de 30% supérieur à son niveau actuel. À production mondiale constante, une croissance nulle entraînerait ipso facto une chute de 23% du produit moyen par habitant. La potion serait plus amère encore en cas de décroissance. On ne sait trop par qui la recommandation de « *cesser de respirer... pour exhaler moins de CO₂* » a été formulée ! (Méda, p.207). En outre, malgré la dégradation de l'environnement, **l'espérance de vie augmente presque partout**, y compris en Afrique subsaharienne, notamment grâce à l'urbanisation qui facilite l'accès aux soins. Il faut un minimum d'activité pour former le personnel médical, l'équiper, construire des hôpitaux, concevoir les thérapeutiques de demain. Et ces activités ne servent pas seulement à réparer les préjudices corporels entraînés par la dégradation de l'environnement.

Les partisans de la décroissance prônent des bouleversements d'une radicalité qui relève de l'utopie. À leurs yeux les riches et les classes moyennes, sans autre précision, doivent payer pour distribuer à tous une égale *dotation individuelle d'autonomie, de la naissance à la mort, afin de garantir un niveau de vie décent et déconnecté de l'occupation d'un emploi* » (Liégy & al.). Bien entendu, il suffit alors d'opposer l'État parfait, aux défaillances du marché et du secteur privé pour accéder au nirvana. Et les remèdes suivent : plafonnement des revenus individuels, nationalisation des banques privées pour leur « *ôter le pouvoir de création monétaire en le conférant aux banques publiques* ». Quant aux dettes jugées illégitimes, elles ne doivent pas être remboursées (sic). Enfin le fardeau d'une dette écologique contractée par le seul Nord doit peser sur cette seule région du monde. Protéger l'environnement répond à un seul dessein : en finir avec le capitalisme. Une fois de plus l'opinion est priée de condamner un principe d'organisation au nom des abus auxquels il s'expose comme dans toute aventure humaine. Et l'on ne voit pas comment sans capital ni capitalistes preneurs de risques industriels, les énergies nouvelles et autres innovations éco - économiques pourraient voir le jour. Les modèles de décroissance débouchent sur des conclusions socialement et politiquement inacceptables, donc infaisables.

Nous faisons l'hypothèse que **la décroissance et la stagnation resteront des objectifs inappropriés pour longtemps encore**. Les statistiques nous montrent le cortège des 193 nations qui s'étire le long d'une ligne balisée par les niveaux de PIB par habitant. Pour la majorité de l'humanité qui aspire à rattraper le peloton de tête et pour ceux qui sont menacés de s'appauvrir, la non croissance n'a ni sens, ni vertu mobilisatrice. Distinguons ici trois cas de figure : les pays en développement au sein desquels un nombre croissant de nations deviennent des économies émergentes (revenus par tête de niveau intermédiaire et croissance du PIB durablement supérieure à la moyenne mondiale) ; les économies qui, telles l'Europe du Sud, subissent de plein fouet les conséquences de la crise financière ; les économies avancées du Nord.

Dans les économies émergentes du premier groupe le chômage déguisé diminue, le nombre des emplois rémunérateurs augmente, la pauvreté recule, les conditions de vie des classes moyennes en plein essor s'améliorent. Autant de fenêtres qu'il serait hasardeux de fermer en prêchant la croissance - zéro. **Toutefois, le thème du rattrapage** livre un message ambigu. Il suggère que les pays retardataires doperaient leur activité en se dotant d'institutions efficaces et de bonnes méthodes de gouvernance. Ce qui revient à recommander aux pays

en développement d'emprunter les mêmes voies que l'Occident et sous - entend que les démocraties occidentales offrent un modèle exportable et accessible. C'est oublier que les « bonnes » institutions sont un luxe coûteux et donc un sous produit de la croissance au moins autant qu'une condition favorable de celle-ci. C'est oublier aussi que l'exemplarité des pratiques gouvernementales des pays occidentaux laisse à désirer. **Les pays suiveurs doivent inventer leurs propres sentiers de progrès social et y adapter leur production.** En témoigne le fait que si les indicateurs du développement humain, de bien-être et de santé sociale complètent avec pertinence le PIB par tête, aucune corrélation significative ne se dégage entre le PIB et les avancées accomplies par chaque pays dans chacun des domaines recouverts par le développement des capacités humaines. Tel État préfère mettre l'accent en priorité sur l'éducation des filles, d'autres sur l'accès à l'eau potable et à l'électricité, d'autres sur les réseaux de transport, d'autres encore sur l'installation d'une magistrature respectée et d'une police impartiale (Trebilcock & Daniels). Pour illustrer ce propos on citera l'étude du PNUD qui montre que le Mexique, l'Algérie, le Brésil figurent parmi les meilleures réussites dans le domaine des IDH (*The Economist*, 16/03/2013).

L'Europe du Sud subit l'épreuve de la décroissance depuis plusieurs années. Elle peut témoigner de ses prétendus bienfaits. Cette situation lui est imposée par les lenteurs propres à la résolution d'une crise financière de grande ampleur. Il faut du temps pour que les dettes accumulées de longue date arrivent à échéance et que l'on découvre l'insolvabilité d'un nombre resté longtemps incertain de débiteurs. Dans ces circonstances où triomphe le « chacun pour soi », les privilégiés tirent leur épingle du jeu et le poids des sacrifices entraînés par la décroissance repose sur les moins favorisés.

En s'inquiétant des effets néfastes de la croissance soutenue des années 1980 – 2008, les militants de la décroissance prennent pour cible les catégories sociales les plus aisées et les classes moyennes des économies avancées. Et d'invoquer le **paradoxe d'Easterlin** selon lequel, si le bonheur des peuples varie en raison directe du niveau de vie moyen des pays, il n'augmente pas dans le temps avec le revenu national de chaque pays. Or des études plus récentes démentent la thèse de la saturation des besoins. Certes, le niveau de satisfaction ressenti par les Américains aurait décliné depuis la fin des années 1970 malgré le doublement du PIB ; mais ceci s'explique par l'augmentation des inégalités dans leur pays et non par la croissance du PIB. D'autre part, le niveau de satisfaction estimé à partir de sondages Gallup sur 122 pays augmente avec le PIB à la fois par pays et dans le temps (Veenhoven & Vergunst ; Saks, Stevenson & Wolfers).

En outre le procès fait au capitalisme mondial risque de manquer son objet. Les économies avancées croissent au ralenti de sorte que loin d'être souhaitable, **la stagnation pourrait s'imposer durablement.** Plusieurs raisons font craindre le ralentissement des investissements productifs : les débiteurs se désendettent, les populations vieillissent, les gestionnaires de fonds placent l'épargne mondiale sur le marché secondaire plus volontiers que dans des start-up, le chômage de longue durée réduit l'employabilité des travailleurs. Les TIC et l'économie numérique sont moins gourmande en capitaux, cependant que la tertiarisation des activités freine les gains de productivité du travail (Schreiber & Vicard).

En résumé, il convient moins de se fixer un objectif quantitatif de croissance nulle ou négative que de bâtir de **scénarios sur la croissance à venir.** C. Albagli en a imaginé sept. Les uns nécessitent des adaptations par exemple dans les orientations de la R & D et des innovations technologiques, ou dans le comportement des consommateurs ; d'autres impliquent des ruptures radicales consistant par exemple à se résigner à la partition du monde entre riches et pauvres.

5. Dans ce qui suit, nous nous attacherons plutôt à définir des **scénarios socialement acceptables, économiquement réalistes, politiquement faisables**. Ils doivent tenir pour données **trois tendances lourdes**.

Tout d'abord, plusieurs milliards d'êtres humains dans les pays moins avancés et chez les plus démunis aspirent à **sortir de la pauvreté**. C'est leur droit le plus légitime. L'ONU entreprend d'y répondre en préparant les orientations destinées à relayer les Objectifs Millénaires du Développement au-delà de 2015.

En deuxième lieu, la **gestion des biens communs mondiaux** requiert l'intervention active des États (pilotage du marché des permis d'émission de CO₂, fiscalité écologique, subventions, réglementation...). Elle leur impose aussi de coopérer étroitement, fût-ce au prix de sanctions à l'encontre des passagers clandestins. La protection de l'atmosphère, des océans et des fleuves n'est pas un luxe pour les « riches ». Le Sud est particulièrement vulnérable à l'irréversibilité des dommages encourus. Ces pays ne souffrent pas des mêmes maux selon qu'ils sont victimes de cyclones, d'inondations récurrentes, de sécheresse chronique et/ou de conflits ethniques. Et s'il est vrai que le stock de CO₂ accumulé depuis 1850 provient des économies industrialisées, les économies émergentes contribuent fortement à l'augmenter depuis 1990. Le débat sur le partage du fardeau, quoique mal engagé, finira bien un jour par avancer sous la pression récurrente des catastrophes naturelles. Les rentes minières devraient alors plus contribuer plus largement au financement des investissements responsables au regard de l'environnement.

Enfin les **progrès techniques en gestion**(économie numérique, miniaturisation des composants et l'automatisation) **annoncent des bouleversement concernant l'emploi et le travail rémunéré**. La destruction créatrice vantée par Schumpeter ne joue plus dans le sens d'une création nette d'emplois comme lors des révolutions industrielles précédentes. Les activités de services qui absorbaient la main d'œuvre libérée par les machines des industries secondaires industrialisent leurs procédés à leur tour. La substitution du capital au travail manuel et cérébral ne permet plus aux gains de productivité de se diffuser aussi largement ; elle pèse sur les salaires des travailleurs de qualification faible et moyenne. Les systèmes de protection sociale mis en place augmentent les salaires de réserve des chômeurs en dessous desquels ils renoncent à chercher un emploi (*The Economist*, 18 /01/ 2014). On ne se débarrassera pas de la question posée en rajeunissant l'âge des départs à la retraite ni en instaurant la semaine de travail de 28 ou de 15 heures. On ne peut combattre le gaspillage des ressources naturelles en restant indifférent à toutes les conséquences découlant des options technologiques sur les emplois rémunérés et l'éventail des activités humaines. En effet **l'arbitrage loisir librement choisi/ travail rémunéré / bénévolat/ autres activités gratifiantes / désœuvrement**, influe sur le bien-être collectif. Il mérite donc qu'on s'y attarde.

Sans pour autant invoquer un soi-disant théorème d'incompatibilité entre les objectifs économiques, sociaux et sociétaux précités, vouloir les réaliser tous ensemble relève de la quadrature du cercle. Une manière pragmatique de cerner les contours d'une autre croissance pourrait être **que chaque pays s'efforce de concilier au moins deux de ces objectifs pour tenir compte des préférences collectives propres à sa population**.

Un **premier scénario** s'adresse aux populations désireuses d'éliminer le gaspillage humain que représente **le chômage structurel et d'économiser les ressources naturelles**. Par chômage structurel on entend un chômage de masse ouvert ou déguisé, et affectant sélectivement et durablement les juniors, les seniors, les migrants et autres minorités. Par exemple, l'OIT estime à 290 millions (dont 260 dans les pays en développement), le nombre de jeunes de 15-24 ans inoccupés et sans formation post – scolaire ou

professionnelle (OIT 2012). La stratégie adaptée à ce couple de priorités touche l'expansion et la diversité des **emplois « verts »**, le montage d'une **économie circulaire** (retraitement des déchets, réparation des produits anciens, éco - conception de biens durables, aménagement du territoire¹⁴, urbanisme et BTP écologiques etc.). La diminution des coûts énergétiques par dollar de PIB doit aller de pair avec le développement d'**emplois de services très qualifiés** (Schreiber & Vicard).

Rifkin attire l'attention sur « *le tournant du droit de propriété au droit à l'accès* ». **Le droit d'accéder aux services** rendus par les biens matériels se présente comme in procédé alternatif et complémentaire des modes de gestion liés à l'exercice des droits de propriété. Les industries qui fabriquent et renouvellent ces biens matériels semblent mieux même d'en gérer le parc et d'innover avec un respect plus marqué pour l'écologie - transports urbains par exemple - (Rifkin, p.681 et s.).

Les programmes de R&D doivent être systématiquement évalués du point de vue de leur bilan écologique et des emplois correspondant aux produits et aux activités à venir. La **formation professionnelle** doit être ciblée sur les chômeurs, les premiers emplois, les métiers et les compétences appelés par l'autre croissance. **L'incidence nette sur le marché du travail** dépendra en partie des créations d'emplois « verts ». Il faut certes en retrancher les pertes d'emplois dues à la reconversion de l'outil industriel et à la baisse du pouvoir d'achat induite par la hausse du prix de l'électricité (Prud'homme). Mais à l'inverse, plus les prix relatifs de l'électricité et de l'essence augmentent, plus les dispositifs d'économie d'énergie donnent aux entreprises qui les adoptent un avantage concurrentiel, plus il devient rentable d'investir dans ce secteur émergent. L'Allemagne s'est engagée dans la transition énergétique : ce qui lui demande d'importants investissements dans la reconfiguration des réseaux de distribution électrique. Elle y a consacré en 2013 16 M. € pour développer l'éolien, le solaire et la biomasse. Dans un premier temps, la disparition des centrales nucléaires nécessite de recourir aux énergies fossiles fortement polluantes avant que le relais ne soit pris à plus long terme par les énergies renouvelables (Linkohr). De plus, le marché des panneaux solaires aujourd'hui préempté par la Chine concurrence les emplois européens¹⁵. C'est un défi à relever.

Ce scénario tourne le dos à la « préférence pour le chômage » et entend ménager les transitions imposées à la société par l'écologie. Il semble convenir aux pays qui comme les États-Unis ont une préférence de fait pour le plein emploi et un grand appétit pour les nouveautés technologiques et le progrès des connaissances scientifiques tous azimuts. Il semble correspondre aux aspirations de certaines économies émergentes, comme le montrent les enquêtes sur l'évolution des consommations des classes moyennes en pleine ascension (Banerjee e& Duflo). La Chine ne conçoit pas pour le moment d'absorber la main d'œuvre affluant des campagnes sans un taux de croissance minimum de 8% l'an. S'agissant de la protection des ressources naturelles, de la salubrité de l'air et de l'accès à l'eau salubre, ces économies sont plus **libres d'inventer leur avenir** que les économies avancées prisonnières d'un héritage urbain et architectural pesant. L'émergence économique offre l'occasion d'aborder d'un œil neuf l'agencement des entreprises, des administrations et des réseaux coopératifs. Certes d'après la Brookings, la Chine est devenue le premier émetteur de CO₂ avec un quart des émissions totales du monde et la Chine + l'Inde ont contribué pour 83% à l'augmentation des émissions

¹⁴ Tenant compte des trajets imposés domicile –travail par exemple.

¹⁵ Les É.-U., la Chine, la Scandinavie devançant les autres pays de l'UE-27 dans la conquête de nouveaux avantages comparés.

mondiales en 2010- 2011. Mais ces nations comme leurs homologues peuvent devenir des foyers d'innovations frugales, capables d'employer leurs ressources locales à la place des ressources importées.

À la charnière entre ce scénario et le suivant, une inconnue défie les pronostics. Les progrès de **l'économie numérique** (dont les imprimantes 3 D font partie) auront des effets incalculables aujourd'hui les lieux de production, sur les économies d'énergie comme sur les emplois et plus largement sur les autres activités humaines.

Un autre scénario tourne cette fois le dos au consumérisme, à la frénésie de dépense des consommateurs et impose une **culture de la sobriété**. Il faut aller au bout du raisonnement. Le ralentissement des achats, l'élimination du superflu, l'allongement de la durée d'usage des biens vont à rebours des habitudes contractées en Occident. L'objectif du plein emploi passe dans ce scénario au second plan. Et bien plus, le statut du travail rémunéré dans l'activité humaine est mis en cause. Une telle politique appliquée sans discernement aggraverait mécaniquement le chômage, augmenterait certes le « loisir » librement choisi par les ennemis du consumérisme, mais aussi le désœuvrement imposé, ainsi que les dépenses d'assistance aux plus pauvres. Pour remédier à ces maux collectifs, arbitrer entre ceux-ci et les dommages affectant l'environnement, il faut revoir nos conceptions sur le rôle du travail et ce que peut être **un bon emploi du temps**. Ce scénario conserve toute leur importance aux technologies « vertes », tout en explorant la possibilité de dissocier de bonnes activités du revenu quotidien des ménages.

Ceci soulève deux problèmes. Le premier concerne les **satisfactions ressenties au travail et la pondération que les individus leur attribue**. On en distingue de trois sortes : le revenu du travail est un moyen d'indépendance économique ; le contenu du travail dans lequel l'individu s'investit offre une occasion d'épanouissement personnel ; c'est enfin un facteur d'intégration sociale car le respect et l'estime des autres pour le travail accompli sont en soi gratifiants (Balathier Lantage). La culture de la sobriété sera d'autant plus attractive que les deux dernières motivations prendront de l'importance dans la psychologie collective. Ce qui conduit à l'autre problème, celui que pose le **désœuvrement d'une partie de la population découragée de chercher un emploi**. Une voie de sortie peut être dégagée. Elle concerne **la réhabilitation du local**, la valorisation des avantages de la proximité et des circuits courts reliant concrètement production matérielle, prestation de services et consommation. Outre les économies de transport obtenues, une meilleure intégration sociale des personnes et une ré - humanisation des contacts individuels y trouveraient leur compte. La promotion du local n'évince pas les nouvelles technologies. La diffusion du numérique et des TIC permet de développer le télétravail et les multi - activités en territoire rural, comme les réseaux multi - employeurs. La prolongation de la vie active peut s'accommoder d'une période de transition des seniors vers des activités bénévoles de grande utilité sociale. La composante altruiste du comportement individuel peut tempérer l'individualisme ou encore composer avec lui à mesure que les activités de services feront plus appel aux connaissances et aux talents intellectuels, artistiques et sportifs.

La vision optimiste de la **nature humaine** naguère défendue dans l'état stationnaire de J. S. Mill et que reprend Rifkin pour qui « *c'est par l'empathie que nous créons la vie sociale et faisons progresser la civilisation* », ouvre des perspectives pour une autre croissance. Mais l'angélisme n'est pas de mise. La nature humaine s'exprime aussi à travers les guerres civiles, le terrorisme, la cybercriminalité, les trafics clandestins les plus destructeurs, le brigandage, la corruption : toutes sorte de maux collectifs dont il n'y a pas de raison de penser que la brutalité de la décroissance nous les éviterait. Il faut donc que les associations, les États et les

ONG se consacrent plus explicitement à mettre en œuvre une pédagogie du partage des activités humaines et du mieux-être collectif.

Le rythme de croissance compte moins que l'éventail des finalités assignées aux activités du pays. Et rien ne permet de craindre qu'un scénario de « *croissance soutenue et soutenable* » du point de vue financier et écologique se paie d'un taux de chômage structurel plus élevé qu'un scénario de croissance insoutenable financée par l'endettement et menaçante pour l'environnement (Chriqui, Cœuré & alii). Si la croissance zéro est un objectif inapproprié, on peut en revanche se libérer de la croissance pour la croissance en cernant de plus près ses orientations. Et une croissance intelligente en résultera. Il reste donc aux États la responsabilité de définir plus clairement les enjeux de leurs choix, si possible de concert avec leurs homologues proches ou lointains.

En conclusion, le décollage économique d'un nombre croissant de pays à travers le monde ouvre une nouvelle époque. Pour comprendre les transformations en cours, l'histoire longue, les sciences humaines et de la nature, les technologies en gestation sont d'un concours indispensable: la croissance économique est un thème ouvert à la co - disciplinarité. Les historiens ont montré ce que l'émergence des premières économies d'Occident a dû aux innovations nées des initiatives éparses du secteur privé. Si les révolutions industrielles du 19^e siècle ont vu le jour, c'est parce que au cours des siècles précédents, les idées des philosophes et des savants leur ont réparé le terrain. Et l'économie du monde occidental s'est alors développée malgré l'indifférence et le scepticisme de la plupart des économistes jusqu'en 1945. Depuis lors, la croissance économique a envahi l'agenda et l'arsenal politiques des États au point de devenir et de rester aujourd'hui encore une véritable obsession. Cette obsession largement inspirée par la crainte du chômage se trouve aujourd'hui confrontée à la nécessité de plus en plus insistante de protéger la nature en danger. Désormais, le contexte intellectuel dans lequel se déroule l'action économique met en question l'avenir de la croissance. Pour imaginer les scénarios d'évolution socialement acceptables, dégager de bons compromis entre des aspirations contradictoires, les économistes ont besoin du concours des autres disciplines avec lesquelles elles partagent des concepts tels que la rationalité, le risque, le travail, le bien-être individuel et collectif.

Références bibliographiques

- Akerlof G. & Shiller R. : *Les esprits animaux : comment les forces psychologiques mènent la finance et l'économie*, Champs, 2013
- Albagli C. : *Sept scénarios sur l'avenir du monde*, L'Harmattan, 2009
- Bairoch P. : « *Victoires et déboires I*, Folio Histoire, Gallimard, 1997
- Balathier Lantage (de) H. : « L'avenir du travail et de l'emploi » *Problèmes économiques*, n° 3053, 1^o nov. 2012 et *Futuribles*, n° 387, Juillet 2012
- Banerji & Duflo
- Bienaymé A./ *les grandes questions d'économie contemporaine*, Odile jacob, 2006
- « Le principe des transferts croissants » *Revue d'Économie Politique*, 1977, n°3
- « L'œil des mathématiques et le regard de l'économiste », in « *Économie, Mathématiques et Méthodologie* », op. dirigé par Huriot, Economica, 1994 et *Problèmes Économiques*, 27 /04 /1994
- « L'art de la réforme », *Revue des Deux Mondes*,
- Blanchet D. : « La mesure du développement durable » reproduit dans *Problèmes Économiques*, n° 3044 , 23/05/2012
- Boudon R. : *Le sens des valeurs*, chap..II p.117-118, PUF, 2007
- Brown L. : *Eco – Economy : Building an Economy for the Earth*, Earth Policy Institute ? Washington, 2001
- Chriqui V., Cœuré B. & al. : *France 2030 : cinq scénarios de croissance*, Centre d'analyses stratégiques, 2011
- Damon, J. « Rationalité et SDF », *Commentaire*, 2009 I n°125
- Easterlin R. : *Does Economic Growth Improve the Human Lot ?*, Éditions Nations and Households, 1974
- Freund J. : *Qu'est-ce que la politique ?* Seuil, 1965

- Gauchet M. : *L'avènement de la démocratie I : La révolution moderne*, Gallimard, 2007
- Georgescu Roegen N. : *The Entropy Law and the Economic Process*, 1971
- Hotelling H. : « The economy of exhaustible resources », *Journal of Political Economy*, n° 39, 1931
- Jouvenel (de) B. : *Arcadie : Essais sur le mieux – vivre*, Futuribles, 1968
- Kahnemann D. : « Maps of Bounded Rationality : Psychology for Behavioral Economics », *American Economic Review*, déc.2003
- Système 1, Système 2, Les deux vitesses de la pensée*, Flammarion, 2012
- Lafay J.-D. & J. Lecaillon: *La dimension politique de l'ajustement économique*, OCDE, 1993
- « La prise en compte de la dimension politique dans l'analyse économique », pp. 203-218, in Bekolo-Ebe B., Touna M. et Fouda S.M. dir. (2003), *Dynamiques de développement*, Montchrestien.
- Latouche S. : « Pour une société de décroissance », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2003
- Le Bris D. « Une révolution économique au Moyen Age », *Le Monde*, 23 novembre 2013
- Liégey V., Madelaine S. & Ondet C. : *Un projet de décroissance*, Eyrolles, 2013
- Linkohr R. : « Les défis de la politique énergétique allemande », *Problèmes Économiques*, n° 3082, Janvier 2014
- Maddison A. : *The World Economy : a Millenium Perspective*, OCDE 2001
- Méda D. : *La mystique delà croissance, Comment s'en libérer*, Flammarion, 2013
- Nordhaus W. & Tobin J. : « Is growth obsolete ? », N B E R , Washington, 1972
- Olson M. : *Power and Prosperity : Outgrowing Communist and Capitalist Dictatorships*, Basic Books, 2000
- Perthuis de C. & Jouvét P.-A : *Le Capital vert, une nouvelle perspective de croissance*, Odile Jacob, 2013
- Prud'homme R. : « Transition énergétique allemande », commentaire *les Échos* 2013
- Rees W. : », *Environment and Urbanization*, Oct. 1992
- Rifkin J. : *Une nouvelle conscience pour un monde en crise : vers une civilisation de l'empathie*, Babel, 2011
- Sacks W., Stevenson B. & Wolfers J. : *Subjective Well-Being, Income, Economic Development*, NBER Working Paper No. 16441, October 2010
- Schnapper D. : « Le relativisme culturel », *Commentaire*, n°128, Hiver 2009-2010
- Schreiber A. & Vicard A. : « La tertiarisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008 », *INSEE* 2012 in « *Les services, une révolution* », *Problèmes Économiques* : 12/09/201
- Sen A. : *Éthique et Economie*. PUF, 2001
- Simon H. : « Rationality as a Process and a Product of Thought », *American Economic Review*, mai 1978
- Stiglitz J., Sen A. & Fitoussi J.-P. : *Richesse des nations et bien-être des individus*, Odile Jacob, 2009
- Tavoillot P.-H. : « Le libéralisme politique : une victoire ou une défaite ? », *Commentaire* , n° 142, été 2013
- Thaler R. : « Toward a Positive Theory of Consumer Choice », *Journal of Economic Behavior and Organisation* », mars 1980
- Trebilcock M. & Daniels R., *Rules of Law Reform and Development (Charting the fragile path of progress)*, E. Elgar, 2008.
- The Economist* : « The Future of Jobs », 18/01/2014
- Veenhoven R. et Vergunst F. : *The Easterlin Illusion : economic growth does go with greater happiness*, Erasmus Happinaess Research Organisation, 2013, n°1
- Wackernagel M. ; *Ecological « Footprints » and appropriated Carrying Capacity : a tool for Planning Sustainability*, Ph D. Thesis, University of Columbia, Vancouver, 1994
-